

COMMUNIQUE DE PRESSE

Spécial « Environnement et changement climatique »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière lettre mensuelle « Maroc Conjoncture » n° 283. Il s'agit d'un spécial portant sur l'environnement et le changement climatique.

Les négociations climatiques internationales: Quels repères ?

L'enjeu des négociations climatiques est la réduction des émissions mondiales de gaz à effets de serre (GES), pointés par les scientifiques comme étant les principaux responsables des changements climatiques qui pourraient s'aggraver dans les décennies à venir si rien n'est fait. Les négociations butent sur la question de la responsabilité respective des pays industrialisés et des PED, et sur l'opposition entre les tenants d'une approche volontaire et les partisans d'un accord contraignant. L'enjeu des négociations est donc de limiter les émissions de gaz à effet de serre, à travers une répartition satisfaisante de l'effort de mitigation, sans limiter le droit au développement des pays émergents, mais également de mettre en œuvre les mécanismes financiers adéquats de transfert Nord-Sud.

L'analyse des étapes importantes de la négociation –notamment les COP de Kyoto en 1997, de Copenhague en 2009 et celle de Paris en 2015- illustre l'évolution de la réponse de la communauté internationale aux différents défis.

L'accord de Paris de 2015 se veut le premier accord universel intégrant les pays émergents et en développement dans l'effort d'atténuation du changement climatique. L'élan des ratifications de l'accord a pris un nouveau virage avec l'adhésion surprise en septembre de la Chine et des Etats-Unis.

La transition énergétique: Importance du solaire

Face aux défis climatiques et environnementaux, la transition énergétique est devenue l'un des principaux challenges de la société. La question écologique n'est pas le seul enjeu de la transition énergétique ; les questions économiques et ceux liées à la sécurité d'approvisionnement, dans un contexte de hausse prévue de la consommation, sont également importantes.

Si les investissements dans les énergies renouvelables augmentent au niveau mondial, le potentiel de l'Afrique est particulièrement important en matière d'attrait des investissements dans ce secteur. C'est dans ce contexte mondial et régional que le Maroc s'est doté d'une stratégie énergétique ambitieuse dont l'un des ingrédients est la hausse de la part des énergies renouvelables, à 42% en 2020 et 52% en 2030. Grâce au potentiel technique de l'énergie solaire et aux progrès technologiques qui ont fortement baissé son coût, cette technologie pourrait dominer, à l'avenir, les énergies renouvelables.

Plusieurs défis d'ordre technique, économique et social sont à maîtriser en vue de réussir la transition énergétique.

L'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques: L'initiative AAA

Les signes d'alerte sont sans équivoque: un changement climatique, même en dessous du scénario de 2°C, constitue une menace sérieuse pour l'agriculture africaine. Pourtant, la part de l'Afrique dans l'ensemble des émissions GES ne dépasse pas 4%. L'adaptation à ces menaces est cruciale. L'adaptation consiste en une gestion préventive des conséquences du changement climatique, à la différence de l'atténuation du CC qui traite les causes par la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Seulement les fonds dédiés à l'adaptation restent faibles et l'Afrique n'en reçoit que 5%.

L'Afrique s'organise face à cette situation. Le continent revendique un potentiel agricole important, en terres et eau mobilisables, pouvant bénéficier à l'ensemble de la planète- 60% des terres arables non cultivées de la planète par exemple se trouvent en Afrique- et tente de drainer davantage de financements pour ces efforts d'adaptation.

Dans ce sens et dans la perspective de la COP22, l'initiative AAA lancée par le Maroc promet de fédérer les pays africains dans leurs efforts en faveur de l'adaptation agricole. Elle a pour objectif de mettre l'adaptation de l'agriculture africaine au cœur des débats et des négociations climatiques et de capter une partie substantielle des fonds climat. Cette initiative a déjà reçu le soutien d'un nombre important de pays africains et d'organisations internationales.

Les écotaxes: Outil important du développement durable

Les instruments des politiques de protection de l'environnement sont traditionnellement classés au sein de deux grandes familles : les instruments normatifs (réglementation, interdiction, fixation de seuils, etc.), et les instruments économiques basés sur l'utilisation des mécanismes de marché (fiscalité, permis négociables, subventions, etc.). A partir du début des années quatre-vingt-dix, le recours aux instruments économiques s'est considérablement développé dans les pays de l'OCDE. Dans ce sens, les instruments fiscaux permettent d'adresser aux agents économiques l'incitation appropriée en vue d'éliminer ou réduire des distorsions dommageables.

La dynamique économique que le Maroc a enregistrée et l'amélioration du pouvoir d'achat ont contribué à l'évolution exceptionnelle des déchets ménagers et industriels. Les rejets représentent une menace à l'environnement et en même temps une opportunité économique à saisir. Le processus de réflexion pour la mise en place des filières de valorisation des déchets et pour leur financement est déjà amorcé. Les réflexions menées dans plusieurs pays se focalisent sur la mise en place d'écotaxes spécifiques qui s'appliquent aux pollueurs concernés. Le Maroc s'est inscrit dans cette logique internationale. Plusieurs écotaxes sont déjà mises en place ou en cours d'installation.

Commerce international des déchets: Problème des règles du jeu

Pendant les dernières décennies, la gestion des déchets est devenue un secteur économique en plein essor. En outre, les déchets se sont transformés d'un fardeau géré localement à une composante dans le commerce international. Ce commerce génère près de 160 milliards de dollars US annuellement. C'est un commerce à multiples facettes qui bascule entre le légal et l'illégal, le bénéfique et le nocif pour l'environnement. Plusieurs conventions internationales et régionales ont été signées pour réglementer et réguler le commerce international des déchets notamment les déchets dangereux.

La COP22 à Marrakech: Perspectives des négociations

La COP22 se tiendra au Maroc, à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016. C'est un événement mondial de grande importance et qui promet de positionner le Maroc sur la scène internationale.

Après la COP20, tenue à Lima, considérée comme la COP de préparation d'un Accord universel sur le changement climatique et la COP21 de l'accord sur le climat, de Paris, celle de l'adoption de l'Accord, la COP22 devrait être la COP de l'opérationnalisation des engagements pris à Paris.

Elle vise à la mise en oeuvre des priorités de l'accord de Paris, notamment celles qui ont trait à l'adaptation, la transparence, la finance-climat, les contributions nationales (INDC), le transfert de technologies, et le renforcement des capacités.

Par ailleurs, la COP de Marrakech ramène les négociations climatiques à une région qui est, elle-même, très vulnérable au réchauffement climatique, mais qui a beaucoup à gagner de la mise en œuvre réussie de l'Accord de Paris. Le Maroc en a profité pour faire entendre la voix des pays africains en proposant des initiatives concernant notamment l'adaptation de l'agriculture et l'eau.

***Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 0522 39 50 72 à 75
Email: cmconjoncture@menara.ma - Internet : www.conjoncture.ma***